

Christian SAUTTER

LES SOCIALISTES SONT RÉALISTES !

Le Parti Socialiste vient de publier son projet en vue de l'élection présidentielle de 2012 intitulé : « *Redresser la France, retrouver la justice, rassembler les Français* ».

Ce document de 75 pages a été résumé, disons plutôt caricaturé, en une liste de dix mesures qui ne reflète ni un ensemble de valeurs ni une stratégie d'action. Un programme durable a été réduit en denrée périssable. C'est la règle de la société du spectacle éphémère, où tout ce qui a plus de vingt-quatre heures est jeté aux oubliettes.

Je me suis donc demandé quel était le « nouveau modèle de développement » préconisé par les socialistes pour changer la France.

La première conviction, qui n'est pas neuve, est qu'il n'y aura pas de sortie de crise sans croissance, sans « une nouvelle croissance ». Aussi bien pour améliorer la situation de l'emploi, que pour rehausser le pouvoir d'achat et rééquilibrer progressivement les déficits publics, la croissance sera nécessaire.

Cette évidence contredit deux logiques bien enracinées dans les mentalités de notre pays.

La première, ultralibérale, affirme qu'il faut d'abord résorber les déficits publics par des mesures brutales de réduction des dépenses sociales avant d'espérer un rebond de l'investissement et de l'expansion. C'est la logique que suit volontairement le gouvernement Cameron au Royaume-Uni, la logique que préconisent aux Etats-Unis les jeunes parlementaires républicains, proches du mouvement extrême du Tea Party. C'est ce qu'imposent la Commission de Bruxelles et le FMI à la Grèce, à l'Irlande et maintenant au Portugal.

Cette politique n'a une petite chance de fonctionner que si l'exportation prend le relais de la demande intérieure affaiblie. Cela suppose une industrie et une agriculture performantes et une monnaie fondante.

Le dernier exemple de « réussite » libérale, avec une accélération de la croissance, a été la politique Pinay-Rueff mise en œuvre par le général de Gaulle à la fin de l'année 1958 : dévaluation de combat, dépression brutale des dépenses publiques, et pertes massives de pouvoir d'achat résultant de la « libération » (en clair de la forte hausse) de tous les tarifs publics. Philippe Herzog a consacré à cet épisode exceptionnel sa thèse remarquable (sous la direction de Raymond Barre).

Nous ne sommes plus en 1958. Le général de Gaulle n'a pas d'avatar. La France est dans l'euro et a tout intérêt à y rester. La voie ultralibérale est donc condamnée à l'échec, au-delà des discours fermes du Président de la République qui n'engagent que leur auteur.

La deuxième logique battue en brèche est celle de l'extrême-gauche qui ne s'intéresse guère à la production et aux déficits et réclame, ici et maintenant, une redistribution énergique des revenus et des richesses. C'était « le programme commun » de 1981. A l'époque, il n'y avait pas de déficit public mais, déjà, un déficit commercial inquiétant. La forte hausse du Smic et la progression des prestations familiales ont gonflé la demande intérieure, aspiré les importations et, malgré des dévaluations successives, poussé la France au bord de la tutelle du FMI. Il a fallu prendre le virage douloureux de la « rigueur » pour sauvegarder l'indépendance nationale.

Le programme 2011 du PS est donc « réaliste » et entend « forger une nouvelle croissance pour créer des emplois ». L'ambition est de relever la croissance potentielle de 1,5% à 2,5% par an. Ces chiffres font misérables par rapport à ceux de la Chine, de l'Inde ou du Brésil, mais le défi n'est pas mince. Si la France était une voiture, elle devrait monter de 60 à 100 km/heure en peu de temps.

Pour réussir cette prouesse, le PS fait confiance à quatre acteurs (comme un moteur à quatre temps !).

Premier acteur : l'entrepreneur ! Le document fait l'éloge des ETI, entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 5000 salariés), concept qu'Yvon Gattaz, ancien responsable du CNPF, est parvenu à imposer après des années de combat. Voir le PS vanter les entreprises familiales à l'allemande est une heureuse surprise. De même, les PME de moins de 20 salariés, celles qui

créent de très nombreux emplois de proximité, sont mises sur un piédestal. Le document a même des mots doux pour les grands groupes industriels (qui ont depuis belle lurette cessé de créer des emplois en France) et auxquels est recommandé un « comportement exemplaire au service de l'humain et du long terme ». Pour les encourager, les rémunérations seraient resserrées dans un éventail de 1 à 20, les stock-options seraient taxées comme des salaires, l'impôt sur le revenu redeviendrait progressif (à la Piketty), toute une variété de niches fiscales serait supprimée, les paradis fiscaux laminés.

Nouvel acteur : la « Banque publique d'investissement » regroupant la Caisse des Dépôts, OSEO, le Fonds stratégique d'investissement, avec, ce qui est important, des fonds régionaux travaillant en relation avec les Conseils régionaux. La BPI investirait dans les projets fortifiant la nouvelle croissance : énergies décarbonées, TGV et frêt ferroviaire et fluvial, fibre optique pour tous, biotechnologies, technologies de l'information, etc.

Troisième acteur : la formation professionnelle aussi bien initiale (de très beaux couplets sur la noblesse de l'enseignement technologique) que continue (formation pour tous tout au long de la vie dans le cadre d'une sécurité sociale professionnelle).

Quatrième acteur : la fiscalité. L'impôt sur les bénéfices réinvestis dans l'entreprise serait abaissé de 33,3 à 20%, pour financer l'investissement productif et la création d'emplois. Il serait relevé de 33,3 à 40% sur les bénéfices distribués aux actionnaires. Le « Crédit d'impôt recherche » (très puissant) serait recentré sur les PME et les fameuses ETI, au détriment des grands groupes. Même le président de la confédération générale des PME n'en a pas cru ses yeux !

Ce programme n'est-il pas trop réaliste ? Trois questions se posent.

Premièrement, il est d'un bon grain gestionnaire et ne fait guère rêver. Mais les Français rêvent-ils à autre chose qu'à assurer à eux-mêmes et à leurs enfants un emploi, un toit, une sécurité sociale pérenne ? Ce sera à eux de le dire. Je ne suis pas convaincu que les fabricants de cauchemars de l'extrême-droite et les prophètes d'illusions de l'extrême-gauche soient

plus convaincants en direction d'un peuple éduqué, sceptique et aimant l'ouvrage bien fait.

Deuxièmement, ce document « socialiste » devra être négocié avec les Verts qui seront en France comme en Allemagne une composante importante d'une gauche qui ne pourra vaincre que si elle est unie. Sur le « nucléaire », le texte est fort prudent. Il faudra « penser l'avenir de notre industrie nucléaire ». C'est le moins que l'on puisse dire. « Nos besoins énergétiques ne dépendront plus exclusivement du pétrole et du nucléaire ». Certes ! On fera un « débat organisé sur la transition énergétique en 2012 » Avant ou après l'élection présidentielle ? « Le capital de la filière nucléaire civile sera contrôlé par la puissance publique » Sera-ce suffisant pour rassurer les Français ? J'en doute. A l'évidence, le débat sur la fermeture des vieilles centrales et sur le moratoire sur de nouveaux chantiers sera vif dès cet automne entre les composantes de la future majorité.

Troisièmement, une autre négociation se fera avec le Parti communiste et ses alliés et elle portera sur le pouvoir d'achat des couches populaires qui peuvent hésiter entre l'abstention et l'extrême-droite. Dans le document actuel, il y a peu de pouvoir d'achat distribué, faute de finances publiques aisées. Et sur le Smic, la formulation vague ne pourra être que précisée au terme d'une âpre discussion : « Même si son effet est limité, le Smic constitue un levier à court terme pour améliorer les conditions de vie des plus modestes et stimuler la consommation. Sa revalorisation sera engagée après des années d'abandon par la droite ».

Je me suis limité dans cette lettre au sujet de la croissance et de l'emploi, mais il y a bien d'autres chapitres vibrants et souvent courageux sur l'école, la réforme de l'État, l'Europe, le non cumul des mandats. Nous y reviendrons mais les impatients pourront se précipiter sur le site internet du Parti Socialiste. Bon courage !

8 avril 2011

Christian Sautter